



LISTE DES DÉLIBÉRATIONS EXAMINÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 13 mars 2025

Délibération n°	Objet	Résultat du vote
D-2025-008	Débat d'orientation budgétaire pour 2025	Approuvé
D-2025-009	Modification du tableau des emplois	Approuvé
D-2025-010	Cession des lots n°14 et n°15. Zone d'activités de Pey à Pontacq	Approuvé

Liste publiée sur le site internet le **17 MARS 2025** et affichée le **17 MARS 2025**

Signature du Président





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 13 mars 2025

Nombre de conseillers	
En exercice :	97
Présents :	50
- dont suppléés :	0
Représentés :	9
Votants :	59
- dont « pour » :	59
- dont « contre » :	0
- dont abstention :	0

Le treize mars deux mille vingt cinq à 19h00, les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Nord Est Béarn se sont réunis à SOUMOULOU, locaux du SEABB, 86 avenue Lasbordes, sous la présidence de Thierry CARRÈRE.

Date de convocation : 06 mars 2025

A été nommé secrétaire de séance : Jérôme SOURBÉ

Présents : Loïc HERVE, Aude LACAZE-LABADIE, Jean CANTON, René MILLET, Dominique DUCLERC, Michel ARRIBE, Thierry CARRÈRE, Valérie DEJEAN, Josiane VAUTIER, Xavier LEGRAND-FERONNIÈRE, Robert GAYE, Jérôme SOURBÉ, Nathalie LARRIEU, Régine BERGERET, Fabienne LABAT, Guy CAZALET, Xavier MASSOU, Jean-Michel PATACQ, Marie-Pierre CABANNE, Christophe MARQUIS, Martine HURBAIN, Jean-Michel DESSÉRÉ, Hervé BARRY, Véronique MONNIN, Bernard CACHEIRO, Christian ROUMIGOU, Michel LABORDE, Annick CARPENTIER CHAMPROUX, Joël SÉGOT, Gérard BÉGUÉ, Marie-France CONSTANT, Valérie DUMEC, Claude BORDE-BAYLACQ, Michel COURADES, Sophie RAYMOND, Jean-Marc FOURCADE, Pierre ARMAU, Serge PARZANI, Didier LARRAZABAL, Henri SOUSBIELLE, Christine MOUSSEIGNE, Alban LACAZE, Frédéric CAYRAFOURCQ, Jean-Louis DUCOUSSO, Benoît MARINÉ, Philippe CASTETS, Lucien LARROZE, Pierre BREGEGERE, Alain TREPEU, Bernard MASSIGNAN.

Représentés : Jean-Pierre MOURA pouvoir à Fabienne LABAT, Patricia HANGAR pouvoir à Jean-Michel PATACQ, Anne-Marie VASSALLO pouvoir à Philippe CASTETS, Eliane CAPDEVIELLE pouvoir à Robert GAYE, Francis LACOSTE pouvoir à Michel LABORDE, Sophie VALLECILLO pouvoir à Marie-France CONSTANT, Sandrine COPIN-CAZALIS pouvoir à Gérard BÉGUÉ, Serge ZURITA pouvoir à Pierre BREGEGERE, Fabien ROMAND pouvoir à Jean CANTON.

Excusés : Myriam CUILLET, Christelle DESCLAUX, Maïté POTHIN, Marie-Odile RIGAUD, Hervé CAZENAVE, Benoît MONPLAISIR, Vincent ROUSTAA, Guy LALOO, Francis SEBAT, Jean-Paul VIDAILHET, François DUBERTRAND, Pascal BOURGUINAT, Georges LAMAZÈRE, Jean-Michel VIGNAU, Xavier BOUDIGUE, Pierre PEILHET, Evelyne PONNEAU, Daniel TAILLEUR, Christophe PONDET, Patrick BARBE, Olivier DOMECCQ, Eric NOUNY, Nadège MAHIEU, Isabelle MONTAUBAN, Nathalie SOUBIROU, Robert CARTER, Marc GAIRIN, Christian BROUZENG-LACOUSTILLE, Jean-Charles DAVANTÈS, Jean-Louis SCLABAS, Philippe BAUME, Julie TRIVERIO, Guy ESQUERRE, Christophe VOISIN, Bernard LASSERRE, Hélène DESJENTILS, Michel CHANTRE, Dominique BAZES.

Délibération n°D-2025-008 : ADMINISTRATION GENERALE
Débat d'orientation budgétaire pour 2025

Conformément aux dispositions de l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce débat, obligatoire, doit se tenir dans les 10 semaines précédant l'examen du budget.

Le rapport d'orientations budgétaires, support du débat, doit présenter :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre ;
- Les engagements pluriannuels envisagés ;
- La structure et la gestion de la dette ;
- Une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail ;
- Une évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement et de l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette. Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

L'objectif du rapport est de susciter un débat au sein du conseil communautaire, dans les conditions fixées par l'article 15 du règlement intérieur adopté par délibération n°2022-098 du 17 novembre 2022.

N'ayant pas de caractère décisionnel, le débat ne donne pas lieu à un vote mais à une délibération attestant de son organisation et de l'existence du rapport. Rapport et délibération doivent ensuite être transmis au préfet. Le rapport fait également l'objet d'une publication et est transmis aux maires des communes membres dans un délai de quinze jours.

Considérant l'avis favorable du bureau communautaire en date du 25 février 2025,

Après avoir entendu le 1er Vice-Président dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **PREND acte du débat sur le rapport d'orientations budgétaires pour l'année 2025 et de l'existence du rapport.**

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme

Le Président,

Thierry CARRÈRE



Rapport d'Orientation Budgétaire 2025

- **Susciter un débat au sein du conseil communautaire**
- **Discuter des orientations budgétaires de la CCNEB**
- **Informersur la situation financière**

RAPPEL REGLEMENTAIRE

- Débat obligatoire pour les établissements publics administratifs de 3 500 habitants et plus dans les 10 semaines précédant l'examen du budget
- Le rapport d'orientations budgétaires, support du DOB, doit présenter :
 - les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement (détail des hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions dans les relations financières avec les communes)
 - les engagements pluriannuels envisagés
 - la structure et la gestion de la dette
 - pour les EPA de plus de 10 000 habitants : une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail
 - Le rapport doit faire état de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement et de l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette (sur budget consolidé)
- Pas de caractère décisionnel : pas de vote mais une délibération attestant de son organisation et de l'existence du rapport. Rapport et délibération doivent ensuite être transmis au préfet, publiés et transmis aux maires des communes membres sous 15 jours

Sommaire

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le 17 MARS 2025

ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

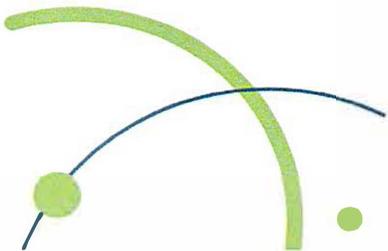


I. Contexte général : situation économique et sociale

1. Situation globale
2. Situation de la CCNEB

II. Situations et orientations budgétaires de la collectivité

1. La section de fonctionnement
 - A. Evolution prévisionnelles des dépenses de fonctionnement
 1. Les charges de personnel
 2. Les charges à caractère général
 3. Les attributions de compensation et autres atténuations de produits
 4. Les autres charges de gestion courante
 - B. Evolution prévisionnelles des recettes de fonctionnement
 1. Les impôts et taxes
 2. Les dotations et participations
 3. Les produits de service
 4. Les autres produits de gestion courante
 5. Les atténuations de charges
 - C. Les soldes d'épargne primaires
2. La section d'investissement
 - A. Le Plan pluriannuel d'investissement
 1. Dépenses
 2. Recettes
 - B. Le financement de l'investissement
 - C. La dette et l'épargne



1. Situation globale

- L'économie mondiale reste en proie aux difficultés. La décélération de l'inflation, qui devrait s'établir à 1,6 % en 2025, ne suffit pas à améliorer les perspectives de croissance qui s'élèverait à 0,9 %.
- Le modèle de croissance de la Chine arrive en bout de course notamment en raison d'une consommation intérieure faible (tensions géopolitiques, crise immobilière).
- La situation économique et la croissance des Etats-Unis sont à surveiller (en termes d'inflation ou de déficit budgétaire).



Situation de la France

Les perspectives économiques françaises rejoignent celles de la Banque de France et de la Commission européenne. L'inflation, qui serait d'environ 1,6 % en 2025 selon la Banque de France et 1,9% selon la Commission européenne. Une croissance du PIB, de 0,9% en 2025 selon la Banque de France (contre 1,1% en 2024). En 2024, la France a connu un recul de l'inflation, un contexte politique incertain et une dégradation de sa situation budgétaire. Pour 2025, elle est toujours en situation difficile en raison d'une croissance faible et de la fragilité politique.

La Banque de France estime également que le taux de chômage devrait atteindre 8%, ce pourcentage étant susceptible d'augmenter selon notamment l'évolution des relations commerciales avec les États-Unis.

En 2024, la BCE a procédé à quatre baisses consécutives de 25 points de base, portant le taux de dépôt à 3 %.

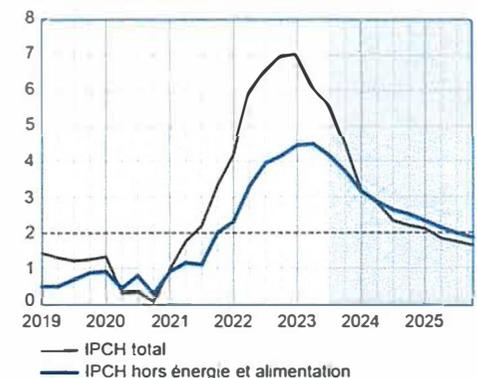
En 2025, la BCE poursuit sa baisse des taux d'intérêt, ramenant le taux de dépôt à 2,75 %.

Du côté des emprunts, les taux d'intérêt à long terme sont en augmentation depuis cette fin d'année.

Le taux du Livret A est passé de 3% à 2,4%. Il pourrait diminuer à nouveau le 1^{er} août prochain selon notamment l'évolution de l'inflation.

Graphique 1 : IPCH et IPCH hors énergie et alimentation

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Note : IPCH, indice des prix à la consommation harmonisé.
 Sources : Insee jusqu'au deuxième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleu.

Situation zone euro

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le **17 MARS 2025** S²LO

ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

- En 2025, la zone euro va continuer d'être marquée par de forts enjeux économiques et géopolitiques.
- La croissance européenne est restée faible et peu dynamique en 2024. L'année 2025 va être une année importante au plan européen avec notamment le troisième anniversaire du déclenchement de la guerre en Ukraine, les élections fédérales allemandes, les élections présidentielles en Croatie, Grèce, Roumanie et Pologne.



Les finances locales

Finances des EPCI à fiscalité propre 2023 (estimations et évolutions)*		
Recettes de fonct.	51,8 Mds€,	+4,9%
Dépenses de fonct.	44,9 Mds€,	+5,6%
Épargne brute	6,9 Mds€,	+0,3%
Investissement**	12,3 Mds€,	+10,8%
Encours de dette	29,5 Mds€,	+2,7%

Finances des EPCI à fiscalité propre 2024 (estimations et évolutions)*		
Recettes de fonct.	53,7 Md€	+2,8%
Dépenses de fonct.	46,6 Md€	+3,8%
Épargne brute	7,1 Md€	-3,5%
Investissement**	13,1 Md€	+9,3%
Encours de dette	30,3 Md€	+3,1%

- Comme l'an dernier, l'exercice a été très fortement marqué par l'inflation des dépenses et les nouvelles mesures de revalorisation des rémunérations des fonctionnaires. Au global, les dépenses de fonctionnement ont progressé de 3,8 % (contre 5,6% en 2023)
- Par contre, la croissance des recettes de fonctionnement est inférieure à l'an dernier (+2,8 %). A noter que les autres catégories de collectivités territoriales ont toutes subi une baisse de leur niveau d'épargne
- Les investissements intercommunaux subissent une baisse progressive depuis le début du mandat (+9,3% contre +10,8% en 2023).
- Le financement des investissements s'appuie, pour 26% sur l'épargne nette et pour 33 % sur les dotations et subventions. Le recours à l'emprunt permet de financer le delta.



La loi de finances pour 2025 a été élaborée de manière à amorcer un recul du déficit public.

Hypothèses d'évolution sur lesquelles est basé l'équilibre 2025 :

- Croissance prévisionnelle du PIB : + 0,9 %
- Inflation prévisionnelle hors tabac : + 1,6%
- Objectif déficit public : 5,4 % du PIB d'ici fin 2025
- Objectif de déficit des administrations publiques locales fixé à 0,6% du PIB et celui d'évolution des dépenses (à champ constant) est de 1,2%

Mesures fiscales

- Revalorisation forfaitaire des bases : + 1,7 % pour les locaux d'habitation et industriels
- Création du dispositif « DILICO » : Le « dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales » prévoyait à la base de faire participer les CT dépassant les 40M€ de recettes réelles de fonctionnement de participer à un « fond de précaution ». Finalement les EPCI devront participer à hauteur de 250M€. Le montant sera basé sur un indice synthétique calculé à partir du potentiel fiscal de l'EPCI et du revenu moyen par habitants. Les collectivités dont l'indice synthétique dépasse les 110% de l'indice moyen, seront contributrice dans la limite de 2% des recettes réelles de fonctionnement. La CCNEB ne devrait pas être concernée.



Mesures en faveur de la transition écologique

- Baisse du fond vert : Les fonds d'accélération de la transition écologique passe de 2,5 milliards d'euros à 1,145 milliards d'euros en 2025 en autorisations d'engagement. Sa fusion avec la DETR et la DSIL est aujourd'hui évoquée.
- Budget et dette vertes : les collectivités de plus de 3500 habitants devront obligatoirement présenter dans le cadre de leur compte administratif à compter de 2025 un état intitulé « impact du budget pour la transition écologique » recensant les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement, à tout ou partie des objectifs de transition écologique. En 2025, seul l'annexe n°1 « Atténuation du changement climatique » devra être renseigné.



Mesures relatives aux dotations

- Abondement de la DGF 2025 : +150M€ par l'Etat par prélèvement sur la DSIL. Permettra de financer, en partie, une nouvelle croissance des dotations de péréquation (+150M€ pour la DSR et +140M€ pour la DSU). Le manque à financer sera prélevée sur la dotation forfaitaire.
- La dotation d'intercommunalité augmentera de 90M€, mais sans abondement par l'Etat. Elle sera financée uniquement par la dotation de compensation des EPCI.
- La dotation de compensation des EPCI finance la hausse de dotation d'intercommunalité ainsi que la dotation forfaitaire aux communes. Elle devrait baisser d'un peu plus de 2% en 2025.
- Gel des fractions de TVA pour 2025 : Puis à compter de 2026, la TVA sera indexée sur la dynamique de l'année précédente. Ce qui aura pour effet de limiter l'importance des régularisations de fin d'année.
- Pour les entreprises : la suppression de la CVAE est reportée de 3 ans (de 2028 à 2030).

Autres mesures

- Zones France Ruralités Revitalisation : Toutes les communes qui étaient classées en ZRR au 30 juin 2024 et qui ne remplissaient pas les critères pour être classées FRR au 1^{er} juillet dernier, seront éligibles de droit en classement en zone FRR à compte du 1^{er} janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2027.



- Prolongation de l'expérimentation du compte financier unique (CFU) et généralisation en 2026.
- GEL du FCTVA.
- Exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les exploitants de terres agricoles : taux d'exonération passe de 20 à 30%
- Valeur locative des locaux professionnels : Plusieurs mécanismes ont été mis en place à l'occasion de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels afin de lisser ses effets dans le temps.
- Changement de destination de la taxe d'aménagement : Les changements de destination soumis à déclaration préalable ou à permis de construire sont désormais soumis à la taxe d'aménagement lorsqu'ils ont pour effet de changer la destination de locaux non destinés à l'habitation en locaux d'habitation.



2. Situation de la CCNEB

Rappel orientations budgétaires de la mandature :

- Rationaliser le fonctionnement pour pouvoir offrir des services publics de qualité avec un coût optimisé et une fiscalité maîtrisée
- Dégager de la capacité à investir, tout en projetant un programme adapté aux besoins du territoire. Une ambition qui doit rester entendable et dans le respect des seuils prudentiels en matière d'endettement
- Maintenir des points de vigilance et ne pas entamer les marges d'épargne pour pouvoir faire face à l'imprévu, notamment dans le contexte actuel

Pour bâtir ces orientations budgétaires et la prospective sur la mandature, les priorités suivantes ont été déclinées :

- Poursuivre une politique ambitieuse en matière d'action sociale en pérennisant les structures et services actuels tout en favorisant le développement de nouveaux projets répondant aux besoins de la population dans ce domaine
- Faire du Nord Est Béarn un espace propice à l'entrepreneuriat
- Penser et mettre en œuvre des projets en faveur de la transition énergétique et écologique pour un territoire résilient face au changement climatique
- Participer à une offre de service sportive et culturelle de proximité
- Structurer l'organisation interne tant en termes de méthodologie que d'outils performants



Les chiffres clés de la Communauté

- 73 communes représentées par 97 délégués titulaires et 66 délégués suppléants
- un territoire d'une superficie de 579 km²
- 35 562 habitants en 2024
- 127 agents affectés sur 114 emplois permanents et 13 emplois non permanents. Ces agents représentent 104,54 ETP.
- un budget général et 4 budgets annexes (clôture budget OM au 31/12/2023)

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le **17 MARS 2025**

ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

	2021	2022	2023	2024
Produits de fonctionnement courant retraités	14 032 469	15 071 070	15 848 968	20 002 009
- Charges de fonctionnement courant retraitées	12 914 924	13 637 548	14 399 781	17 988 148
= EXCEDENT BRUT COURANT retraité (EBC)	1 117 545	1 433 521	1 449 187	2 013 862

On observe en 2024 :

- Une très forte évolution des dépenses de fonctionnement : **+ 24,9 % (+3 588,4K€ dont 3 369 k€ de reversement au SIECTOM)** qui touche les chapitres :

- les dépenses de personnel : + 5 % (+ 250 K€)
- les autres charges de gestion courantes* : + 190,5 % (+ 3 425K€)

Les chapitres en diminution sont :

- les atténuations de produits : -0,7 % (-43,4 K€)
- les charges à caractère général : -2,4 % (-43,3 K€)

- Une évolution importante des recettes de fonctionnement : **+ 26,2 % (+4 153 K€ dont 3 353 k€ de TEOM)**

- principalement sur la fiscalité : +33,7 % (+ 3 590,3 K€)
- et des dotations et participations : +6,9 % (+271,5 K€)
- mais également des autres produits de gestion présentant un caractère exceptionnel : +101,6% (+ 173,6K€)

La CCNEB stabilise ainsi son EBC et dégage 2 014 K€ à l'issue des opérations de fonctionnement courant

* Retraitement de la subvention d'équilibre au BA de Berlanne Ouest de 353 087,06€

	2021	2022		
Produits de fonctionnement courant retraités	14 032 469	15 071 070		
- Charges de fonctionnement courant retraitées	12 914 924	13 637 548	14 399 781	17 988 148
= EXCEDENT BRUT COURANT retraité (EBC)	1 117 545	1 433 521	1 449 187	2 013 862
+ Solde exceptionnel large	14 332	19 849	-2 692	-1 354
= produits exceptionnels larges hors cessions d'immo	27 460	94 357	9 979	365
- charges exceptionnelles larges retraitées	13 128	74 508	12 670	1 719
= EPARGNE DE GESTION retraitée (EG)	1 131 877	1 453 370	1 446 496	2 012 508
- Intérêts	90 311	81 879	73 974	65 755
= EPARGNE BRUTE retraitée (EB)	1 041 566	1 371 491	1 372 522	1 946 752
- Capital	261 041	251 977	252 436	259 985
= EPARGNE NETTE retraitée	780 526	1 119 514	1 120 086	1 686 767

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
 Reçu en préfecture le 17/03/2025
 Publié le **17 MARS 2025**
 ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

- Comme l'année précédente, le solde exceptionnel est légèrement déficitaire et l'annuité de la dette en très légère baisse (-2,7K€). Malgré ça, du fait de l'évolution significative de l'épargne de gestion retraitée, on assiste à une évolution de l'épargne nette retraitée à 1 687K€ (+567K€) ou 1 334K€ sans le retraitement de la subvention d'équilibre au BA Berlanne Ouest.
- Cette somme correspond aux recettes de fonctionnement disponibles en 2025 pour autofinancer des dépenses d'équipement et/ou accroître le fonds de roulement



II. SITUATIONS ET ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE LA

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le 17 MARS 2025

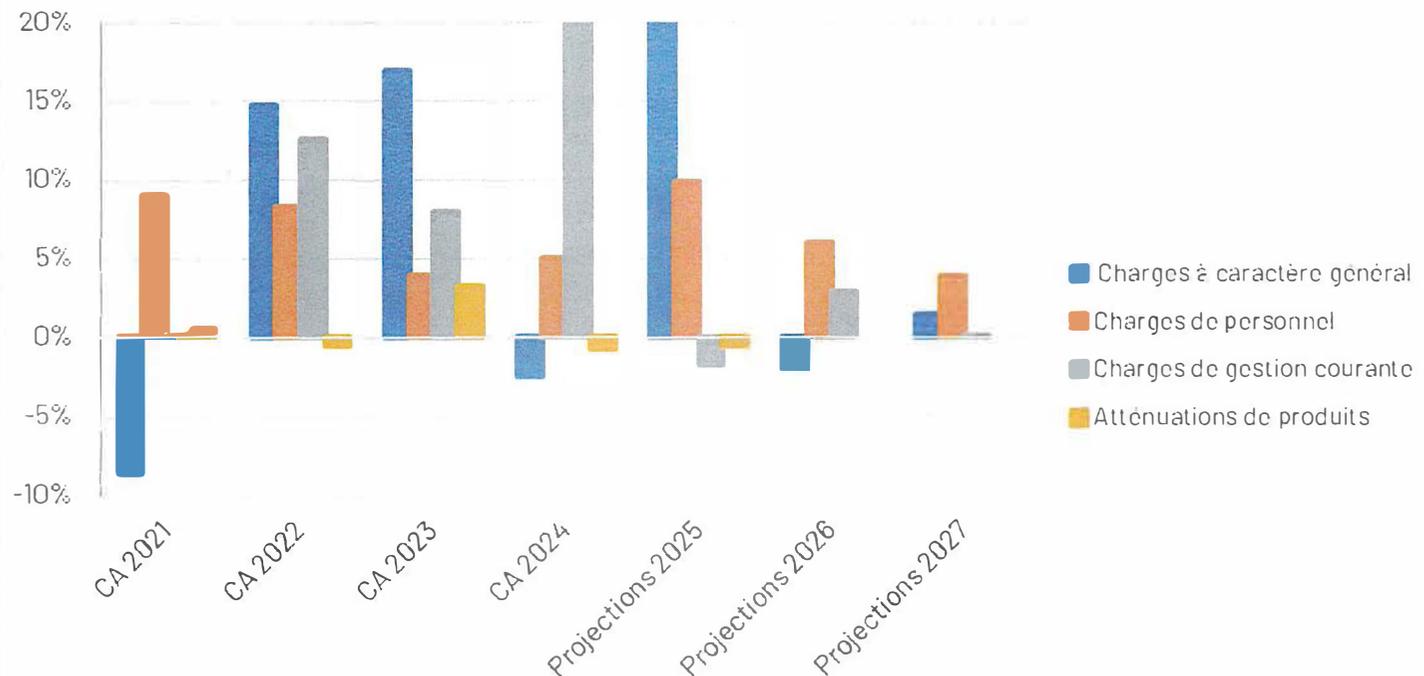
ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

1. La section de fonctionnement

A) EVOLUTIONS PRÉVISIONNELLES DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	OB 2025	Projections 2026	Projections 2027	Projections 2028	
Chap 011 : Charges à caractère général	1 337 636	1 535 164	1 795 684	1 750 919	2 126 705	2 083 716	2 114 245	2 121 799	
Chap 012 : Charges de personnel	4 436 086	4 805 937	4 993 834	5 243 882	5 762 377	6 109 060	6 346 877	6 565 018	
Chap 65 : Charges de gestion courante	1 478 249	1 664 497	1 798 198	5 223 233	5 137 102	5 285 308	5 292 622	5 310 154	
Chap 014 : Atténuations de produits	5 662 953	5 631 950	5 813 519	5 770 113	5 741 037	5 741 037	5 741 037	5 741 037	
Total des charges de fonctionnement courant	12 914 924	13 637 548	14 401 235	17 988 148	18 767 221	19 219 121	19 494 781	19 738 008	
Chap 67 : Charges exceptionnelles larges retraités	13 128	74 508	12 670	1 719	5 000	5 000	5 000	5 000	
Total des charges de fct hors intérêts	12 928 052	13 712 056	14 413 905	17 989 866	18 772 221	19 224 121	19 499 781	19 743 008	
% d'évolution en nominal		2,1%	5,6%	5,6%	24,9%	4,3%	2,4%	1,4%	1,2%

Evolution nominale des dépenses de fonctionnement courant



1) Les charges de personnel

L'ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE EN 2024

Au 31 décembre 2024, les effectifs s'élevaient à 104.54 ETP représentant 127 agents affectés sur 114 emplois permanents et 13 emplois non permanents

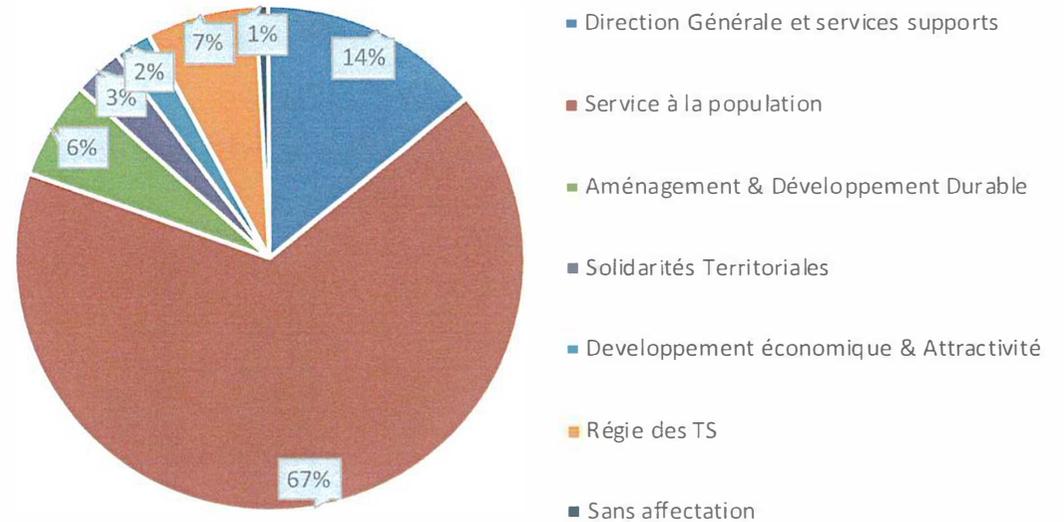
L'effectif permanent totalise :

- ❖ Catégorie A : 22
- ❖ Catégorie B : 20
- ❖ Catégorie C : 72

L'effectif non permanent totalise :

- ❖ Catégorie A : 4
- ❖ Catégorie B : 0
- ❖ Catégorie C : 9

REPARTITION DES AGENTS PAR DIRECTION



227 K€ de recettes

DOB 2025 - DÉPENSES (VUE D'ENSEMBLE)

Pôles/Services	Pour mémoire BP 2024	CA 2024 PROVISOIRE	DOB 2025	Evolution BP 2024/DOB 2025 (%)
DIRECTION GENERALE	1 301 507	978 717	943 931	-27.47%
ADMINISTRATION GENERALE	1 056 866	722 628	692 733	-34.45%
TECHNIQUE	244 641	256 089	251 198	2.68%
SERVICES A LA POPULATION	3 725 072	3 487 572	3 760 072	0.94%
ENFANCES	822 789	776 442	833 671	1.32%
JEUNESSE	101 742	78 415	102 431	0.68%
PETITE ENFANCE	2 657 398	2 494 301	2 683 985	1.00%
CULTURE et SPORT	91728	79 988	87 637	-4.46%
AMENAGEMENT & DEVELOPPEMENT DURABLE	405 886	386 266	483 748	19.18%
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	182 496	175 676	182 038	-0.25%
SOLIDARITES TERRITORIALES	238 376	185 987	270 028	13.28%
REGIE DES TRANSPORTS SCOLAIRES	51 000	29 665	35 000	-31.37%
ARE			19 093	
Dont Avancement d'échelon			31 406	
Dont Augmentation Taux CNRACL			64 037	
Dont Augmentation du CAS 64			7 128	
Dont Augmentation Taux URSAAF TIT.CNRACL			21 346	
TOTAL GENERAL INCOMPRESSIBLE	5 904 337		5 693 911	-3.56%
Evolution organisation Petite Enfance (décret NORMA)			36 428	
Besoin confirmé de renfort ADS du 01/07 au 31/12			9 910	
Besoin confirmé de renfort RPE du 01/09 au 31/12			7 128	
Avancement de grade			15 000	
TOTAL	5 904 337	5 243 882	5 762 377	-2.40%

Eléments qu

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le **17 MARS 2025**

ID : 064-200067296-20250313-D_2025 008-DE



- + 3 points

CNRACL+64K€

-Avancements d'échelons 2025: +31 K€

- Augmentation Taux URSAAF Tit CNRACL: + 21.3 K€

- ARE: + 19 K€

Eléments décidés produisant leurs effets en 2025 :

- Accroissement Temporaire d'Activité :

- Animatrice RPE 0.5 ETP: 15.4 K€ (du 01/01 au 31/08/2025)

- Instructeur ADS 0.5 ETP: 9.9 K€ (du 01/01 au 30/06/2025)

- Contrats de Projets :

- Chargé (e) de mission Habitat/Mobilité: +58.3 K€

- Conseiller(e) France rénov: +41 K€

- Compétence transport à la demande :

- Chauffeur : +78 K€

- Augmentation de la Cotisation CAS 64 :

+7.2K€

Hypothèses de travail intégrées



DOB 2026 – 2028 : PROSPECTIVE

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17 MARS 2025 
ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

	BP 2022	CA 2022	BP 2023	CA 2023	BP 2024	CA 2024	DOB 2025	DOB 2026	DOB 2027	DOB 2028
TOTAL GENERAL	4 865 000	4 805 937	5 205 358	4 993 833	5 685 288	5 243 882	5 762 377	6 109 060	6 346 877	6 565 018
Evolution en %							1.36%	6.02%	3.89%	3.44%

BÉARN 2026 :

- Mise en place de la protection sociale complémentaire Santé/Prévoyance +50 K€
- Création d'un emploi d'instructeur ADS suite à l'intégration de nouvelles communes en lien avec le PLUI PMCVB + 40 K€
- Augmentation de 3 points de la part cotisation patronale CNRACL
- Augmentation de 1 point de la cotisation Assurance Statutaire
- Glissement Vieillesse Technicité (GVT) 3.5%

2027 :

- Fin des Contrat de projet PVD et Conseiller numérique - 46.5 K€
- Augmentation de 3 points de la part cotisation patronale CNRACL
- GVT 3.5%

2028 :

- Augmentation de 3 points de la part cotisation patronale CNRACL
- GVT 3.5%
- Fin des contrats de Projets Mobilité/Habitat et France Rénov. (1 trimestre intégré)





PETITE ENFANCE

Mise en conformité avec le Décret NORMA (+14k€ au 6226)

ENFANCE/JEUNESSE

Evolution de la Politique Jeunesse et mise en service du nouvel EJ (dont Assurance DO pour 3K€)
Déploiement d'un portail Famille et réécriture du PEDT en 2025 dans le cadre de la CTG

ECONOMIE/TOURISME

Mise en récit des PVD : 6K€

Entretien des 3 PLR (+ facturation 2024 en retard) : 45K€ pour la maîtrise d'œuvre

ENVIRONNEMENT

Déploiement de la compétence Mobilité dont le transport à la demande : 18K€/an

Actions inscrites au PCAET (en 2025 : 10K€ biodiversité et 12,5K€ accompagnement des transitions agricoles)

Reprise du Site Natura 2000

SPORT/CULTURE

Sport et culture : mise en œuvre du PCT pour 60 K€ par an à partir de 2025

SOCIAL/SANTE

Internalisation du portage de la Plateforme France Renov'

Fonctionnement de la MSP de Soumoulou à compter de septembre 2025

Mutualisation de la gestion des équipements destinés aux Gens du Voyage à partir de 2026 (+30K€)

URBANISME

Enveloppe pour les frais d'actes de contentieux PLUi : 10K€

Renfort du service instruction avec l'approbation du PLUi PMCVB (à partir de 2026)

ADMINISTRATION

Enveloppe pour la formation 13 K€

Diverses études : archivage CDG, suivi assurantiel, exercice des compétences eau & assainissement, AMO santé/prévoyance & DJERP pour un total de 65K€.

Basculement de l'article 6188 à l'article 65818 de 35K€ pour les logiciels en Cloud

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le 17 MARS 2025

ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

S'LO

2) Les charges à caractère général : (+ 376 K€ par rapport au CA

Chap 011 : charges à caractère général	CA 2024	OB 2025	Projections 2026	Projections 2027	Projections 2028
Petite enfance	429 364 €	495 339 €	501 095 €	510 805 €	518 585 €
Enfance jeunesse	332 458 €	391 195 €	389 473 €	396 125 €	402 049 €
Economie/tourisme	257 963 €	324 240 €	312 610 €	315 040 €	313 590 €
Environnement	77 844 €	136 641 €	147 218 €	145 335 €	145 935 €
Sport/culture	116 535 €	124 190 €	123 650 €	125 780 €	127 440 €
Autres	10 046 €	4 350 €	4 400 €	6 300 €	6 300 €
Social/santé	198 914 €	273 280 €	282 750 €	287 270 €	291 110 €
Urbanisme	37 549 €	44 680 €	56 500 €	52 000 €	42 200 €
Administration	290 244 €	332 790 €	266 020 €	275 590 €	274 590 €
TOTAL	1 750 919 €	2 126 705 €	2 083 716 €	2 114 245 €	2 121 799 €

Des évolutions incontournables (contexte et engagements pris) et basées sur des hypothèses de travail

Dynamique positif de la fréquentation et du recours aux services de la collectivité (portage de repas, ALSH, ...) ainsi qu'à l'adhésion aux actions proposées (Menu NEB, RDV éco, Programmation culturelle, Contrat Local de Santé, ...) ayant un impact sur différents articles 6042, 6236, 6288, ... souvent assorties de recettes

Poursuite de la mise à niveau de l'entretien et de la préservation du patrimoine de la collectivité avec des enveloppes dédiées aux articles 6152 (parc arboré, voiries ZA, bâtiments, PLR) et 6227 (procédure d'expulsion GdV).

+ Projections assujetties à une inflation de 1 à 2% selon les articles

3) Les attributions de compensation et autres atténuations

(- 29K€ par rapport au CA 2024)

Les hypothèses de travail intégrées à compter de 2025

- Enveloppe de 50K€ pour les autres restitutions au titre des dégrèvements sur contribution directe (80K€ en 2024)
- Enveloppe de 60K€ pour les reversements d'impôts (59K€ en 2024 - régul. TVA N-1)

4) Les autres charges de gestion courante (- 86K€ par rapport au CA 2024)

4) a. Les participations aux syndicats (-78 K€)

	CA 2024	OB 2025	Projections 2026	Projections 2027	Projections 2028
SM Tourisme Lembeye	151 291	152 000	152 000	152 000	152 000
SM du Grand Pau	33 784	27 100	45 000	45 000	45 000
Syndicats GEMAPIENS	337 143	345 811	365 811	365 811	365 811
SMAA	50 332	49 000	49 000	49 000	49 000
SM Gabas	46 228	56 228	46 228	46 228	46 228
SM bassin versant des luyes	110 583	110 583	110 583	110 583	110 583
SM Bassin du Gave de Pau	130 000	130 000	160 000	160 000	160 000
SM ZAEI Garlin	42 750	47 502	47 502	47 502	47 502
Numérique	19 961	1 930	15 000	15 000	15 000
Aéroport	30 000	30 000	150 000	150 000	150 000
Pôle métropolitain	43 074	44 800	45 696	46 610	47 542
SIECTOM	3 368 994	3 300 000	3 300 000	3 300 000	3 300 000
TOTAL	4 026 998	3 949 143	4 121 009	4 121 923	4 122 855
SDIS	615 988	620 910	633 300	646 000	658 900

Les hypothèses de travail intégrées

- En 2025 : -6,5 K€ pour le SM du Grand Pau puis 45K€/an; -17 K€ pour la Fibre 64 et +10K€ pour le SM Gabas.
- SDIS : +0,8 % en 2025 (notifié) puis 2%/an
- Hausse de la contribution au SM du Gave de Pau + 30 K€ à partir de 2026
- Quintuplement de la participation au SM de l'aéroport

4) b. Les subventions aux associations (-57,4K€ par rapport à 2024)

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
 Reçu en préfecture le 17/03/2025
 Publié le 17 MARS 2025 
 ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

Subventions aux associations	CA 2024	OB 2025	Projections 2026	Projections 2027	Projections 2028
Adm.	20 500,00	25 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
Services à la population	136 382,00	206 400,00	206 400,00	206 400,00	206 400,00
dont enseignement musical	81 692,00	137 400,00			
dont aide à la formation	42 000,00	45 000,00			
dont subvention événementiel	12 690,00	24 000,00			
Développement économique et attractivité	14 572,00	7 750,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00
dont commerce/artisanat		2 600,00			
dont agriculture	12 772,00	4 150,00			
dont tourisme	1 800,00	1 000,00			
Solidarités territoriales	191 617,74	67 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
dont France Rénov	145 827,74	17 000,00			
dont associations à vocation sociale	45 790,00	50 000,00			

Les hypothèses de travail intégrées

- Administration :

Maintien d'une enveloppe de 15K€ mobilisable pour la MSP de Lembeye via la CPTS

Enveloppe de 10K€ pour des sollicitations non identifiées à ce jour

- Service à la personne :

Déploiement du PCT : 70K€

- Solidarité territoriale :

1 ETP sur 3 mois avec SOLIHA 2025 puis recrutement en direct (-128,8K€)

Enveloppe pour subventions aux associations sociales 50K€

- Pour le développement économique:

+2,6K€ pour le commerce et l'artisanat (aide aux associations locales)

-8,6K€ pour l'agricole notamment dû à la fin des bilans conseil et de l'accompagnement au Collectif Fermier

5) Les charges exceptionnelles (Enveloppe de 5K€)



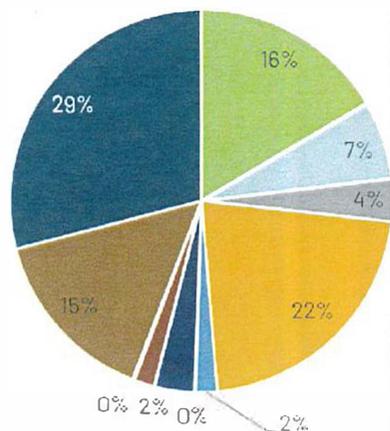
Dépenses de fonctionnement

Evolution par compétence

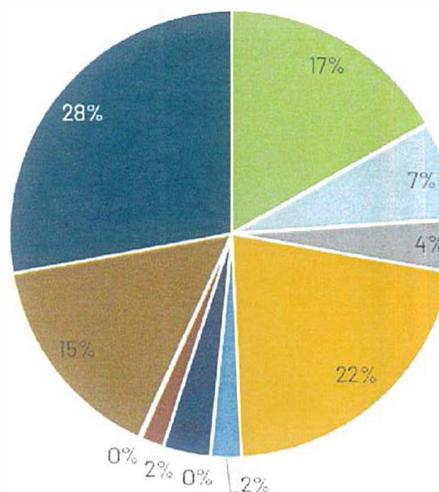
Envoyé en préfecture le 17/03/2025
 Reçu en préfecture le 17/03/2025
 Publié le **17 MARS 2025** 
 ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

Charges de fct hors intérêts	2021	2022	2023	2024	OB 2025	Projections 2026	Projections 2027	Projections 2028
Petite enfance	2 552 894	2 713 844	2 880 488	2 982 092	3 179 323	3 479 176	3 605 627	3 719 692
Jeunesse	916 087	1 076 908	1 126 990	1 187 314	1 327 297	1 386 573	1 433 035	1 474 752
Economie/tourisme	486 207	583 446	600 383	650 741	720 099	732 147	742 771	747 943
Environnement	504 194	504 071	479 234	3 930 674	4 027 504	3 984 117	3 989 490	3 996 086
Sport/culture	248 643	328 830	373 104	334 715	418 227	423 503	429 264	434 121
Autres	4 975	5 028	1 889	10 046	4 350	4 400	6 300	6 300
Social/santé	320 445	449 458	514 972	608 449	644 168	581 754	584 856	596 526
Urbanisme	243 883	261 800	277 605	310 906	318 376	380 629	385 845	387 044
Transport scolaires	29 615	30 265	29 627	29 665	35 000	32 314	33 627	34 752
Administration	2 399 625	2 536 922	2 908 127	2 723 779	2 876 392	2 998 022	3 067 482	3 124 307
Attribution de compensation	5 221 485	5 221 485	5 221 485	5 221 485	5 221 485	5 221 485	5 221 485	5 221 485
TOTAL	12 928 052	13 712 056	14 413 905	17 989 866	18 772 221	19 224 121	19 499 781	19 743 008

Répartition dépenses fonctionnement réelles 2024



Répartition dépenses fonctionnement projetées 2025



- Petite enfance
- Jeunesse
- Economie/tourisme
- Environnement
- Sport/culture
- Autres
- Social/Santé
- Urbanisme
- Transport scolaires
- Administration
- Attribution de compensation

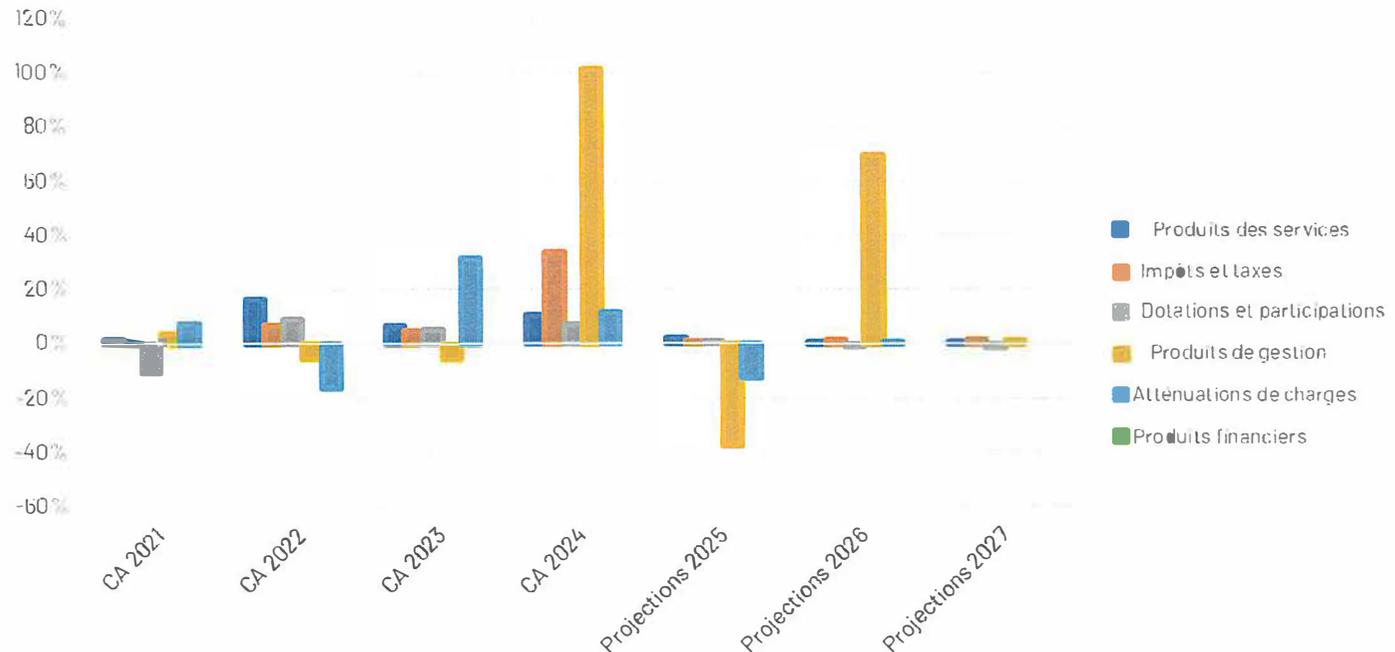




B) Evolutions prévisionnelles des recettes de fonctionnement

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	OB 2025	Projections 2026	Projections 2027	Projections 2028
Produits des services	747 555	870 042	926 470	1 024 095	1 045 936	1 055 056	1 062 106	1 045 350
Impôts et taxes	9 524 764	10 164 238	10 660 477	14 250 757	14 360 425	14 630 011	14 877 491	15 155 887
Dotations et participations	3 411 521	3 719 169	3 917 948	4 189 405	4 226 986	4 176 726	4 111 048	4 005 770
Produits de gestion	191 205	181 051	170 778	344 349	214 421	363 909	367 809	371 709
Atténuations de charges	157 424	131 556	173 295	193 403	168 900	170 000	170 000	170 000
Produits financiers	-	5 015	-	-	-	-	-	-
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT	14 032 469	15 071 070	15 848 968	20 002 009	20 016 668	20 395 701	20 588 453	20 748 716
Produits exceptionnels larges hors cessions d'immo	27 460	94 357	9 979	365	-	-	-	-
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	14 059 929	15 165 426	15 858 947	20 002 374	20 016 668	20 395 701	20 588 453	20 748 716
% d'évolution en nominal	-2,8%	7,9%	4,6%	26,1%	0,1%	1,9%	0,9%	0,8%

Evolution nominale des produits de fonctionnement courant



1) Les impôts et taxes (+110K€ par rapport au CA 2024)

	2024	OB 2025	Projections 2026	Projections 2027	Projections 2028
Impôts et taxes	14 250 757	14 360 425	14 630 011	14 877 491	15 155 887
Taxes foncières et d'habitation	3 284 132	3 413 676	3 487 193	3 562 342	3 639 163
CVAE					
TASCOM	193 047	194 977	196 927	198 897	200 885
IFER	118 576	119 762	120 959	122 169	123 391
Autres impôts locaux ou assimilés (rôles suppl.)	38 542	20 000	20 000	20 000	20 000
TEOM	3 353 389	3 376 632	3 328 580	3 308 740	3 308 900
Attribution de compensation	40 812	40 811	40 811	40 811	40 811
Taxe GEMAPI	395 059	366 899	423 984	424 123	428 376
Redevance des mines	16 532	17 000	17 000	17 000	17 000
Taxe de séjour	-	-	-	-	-
Produit TVA reversée (pour TFPB et TH)	5 883 188	5 883 188	6 042 034	6 205 169	6 372 709
Autres taxes diverses (versement tva pour CVAE)	927 480	927 480	952 522	978 240	1 004 653
Evolution nominale du chapitre 73	33,7%	0,8%	1,9%	1,7%	1,9%

Des évolutions incontournables (contexte et engagements pris) et basées sur des hypothèses de travail

Actualisation forfaitaire de + 1,7 % en 2025 et croissance physique de 1%/an sur les seules bases de foncier bâti

Bases des locaux professionnels et commerciaux de FB et CFE : + 5%

TEOM : : calibrée pour couvrir les dépenses N (~3 350K€/an)

Taxe GEMAPI : calibrée pour couvrir les dépenses N y compris RH

Produit de TVA transféré pour la suppression de la TH : pas d'évolution en 2025, +2,7% en 2026, 2027 et 2028. Evolution sur celle liée à la suppression de la CVAE : +2,7 %/an à partir de 2026

Produits post TP (IFER, TASCOM, TAFNB) : + 1%/an





2) Les dotations et participation (+38 K€ par rapport au CA 2024)

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17 MARS 2025 
ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

PETITE ENFANCE

Maintien de l'aide CD64 pour l'accueil des enfants en situation de handicap dans les SMA (9K€/an) et suppression de l'aide au RPE (-20k€/an)

Aide CAF : 1 420K€ pour les SMA & 211K€ pour RPE et LAEP

Aide MSA : 45,8K€ pour les SMA & 3K€ pour RPE

ENFANCE/JEUNESSE

Aide CAF : 27K€ pour l'EJ & 368K€ pour les ALSH

ECONOMIE/TOURISME

Participation des communes PVD à la mise en récit

Financement PVD jusqu'à mi-2027

ENVIRONNEMENT

Mobilité : Fonds Vert sollicité (22,5K€ en 2025 et 2026) et participation de la Région (55K€ en 2025 puis 65K€/an)

Site Natura 2000 et Plan de gestion : participations Région ~30K€/an, CD64 (22,5€/an) & AEAG (11,8K€/an)

SPORT/CULTURE

Participation CD64 pour la piscine de Pontacq : 1k€/an

SOCIAL/SANTE

Conseiller numérique : 12,5K€ en 2025 et 2026

Plateforme France Rénov' (fin du portage pour CCLB et CCPN) : Subvention Région 18K€ et ANAH 50k€ dès 2025

Financement CLS par l'ARS : poste et actions (35K€)

URBANISME

DGD pour PLUi en 2024 : 15K€ (seul versement)

ADMINISTRATION

DI : +28K€ et Dotation de compensation : -25K€ + FCTVA stable : enveloppe de 7K€

Subvention AEAG pour étude compétences Eau/Assainissement : 25K€ en 2025

3) Les produits de service (+21 K€ par rapport au CA 2024)

- Impact de la hausse de la fréquentation et du recours aux services de la révisions tarifaires
- Déploiement des services de mobilités (+9K€ en 2025 et 15k€ à partir de 2026)
- Participation de la CCLB à Natura 2000 ainsi qu'au CLS avec la CCPN
- Fin de la participation de la CCLB et de la CCBG à la Plateforme France Rénov

4) Autres produits de gestion courante : (-130K€ par rapport au CA 2024)

- En 2024 : recettes dues à des sinistres remboursés (SMA Nousty 47,7K€ et Théâtre de Verdure 31K€) et à un remboursement de trop perçu du SIECTOM datant de 2021 (92K€)
- Loyers de la MSP Soumoulou : 71K€ en 2025 (fin des travaux prévu courant de l'année) puis 212K€/an prévu à partir de 2026
- Remboursement assurantiel des honoraires de contentieux PLUi sur les 20K€ de dépenses : 9K€

5) Atténuations de charges : (-24,5K€ par rapport au CA 2024)

- Enveloppe prévisionnelle pour les remboursements sur rémunération de personnel





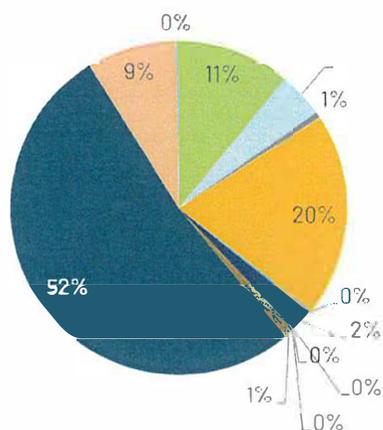
Recettes de fonctionnement

Evolution par compétence

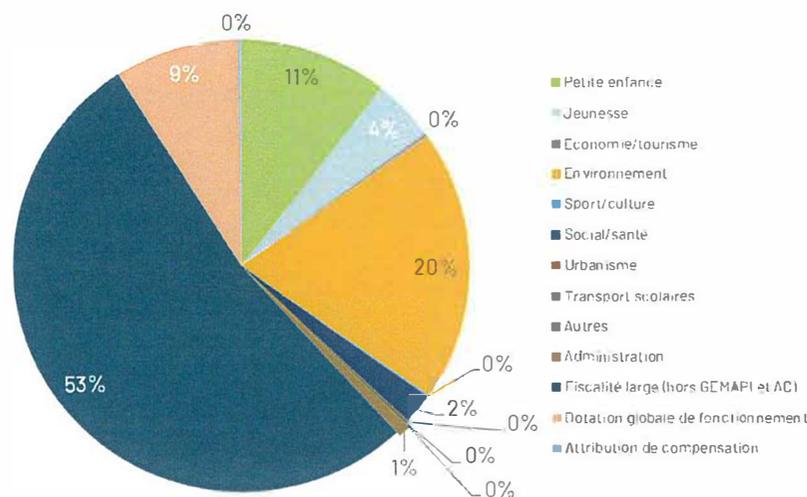
Envoyé en préfecture le 17/03/2025
 Reçu en préfecture le 17/03/2025
 Publié le **17 MARS 2025** 
 ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

Produits de fonctionnement	2021	2022	2023	2024	OB 2025	Projections 2026	Projections 2027	Projections 2028
Petite enfance	1 801 136	1 976 576	2 117 366	2 197 893	2 120 050	2 118 450	2 115 650	2 115 750
Jeunesse	558 473	635 732	683 200	898 507	884 170	874 170	874 870	874 870
Economie/tourisme	70 408	34 316	117 817	53 954	49 309	43 809	25 661	1 107
Environnement	494 161	404 630	396 864	3 920 366	3 892 591	3 909 664	3 868 463	3 872 876
Sport/culture	10 361	19 899	18 008	53 938	23 470	23 470	23 470	23 470
Social/santé	197 897	345 150	424 462	413 634	437 984	594 792	589 612	494 732
Urbanisme	2 189	73 830	2 944	25 812	9 000	9 000	9 000	9 000
Transport scolaires	33 906	10 229	12 275	27 013	25 750	25 750	25 750	25 750
Autres	21 449	8 483	6 284	15 687	21 500	21 500	25 400	29 300
Administration	107 986	174 394	89 978	154 793	173 750	174 850	174 850	174 850
Fiscalité large (hors GEMAPI et AC)	9 074 850	9 798 546	10 275 238	10 461 497	10 576 084	10 836 636	11 103 817	11 377 800
Dotation globale de fonctionnement	1 646 301	1 637 815	1 673 699	1 738 468	1 762 200	1 722 800	1 711 100	1 708 400
Attribution de compensation	40 812	40 812	40 812	40 812	40 811	40 811	40 811	40 811
TOTAL	14 059 929	15 160 412	15 858 947	20 002 374	20 016 668	20 395 701	20 588 453	20 748 716

Répartition recettes fonctionnement réelles 2024



Répartition recettes fonctionnement projetées 2025



C/Les soldes d'épargne primaires

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

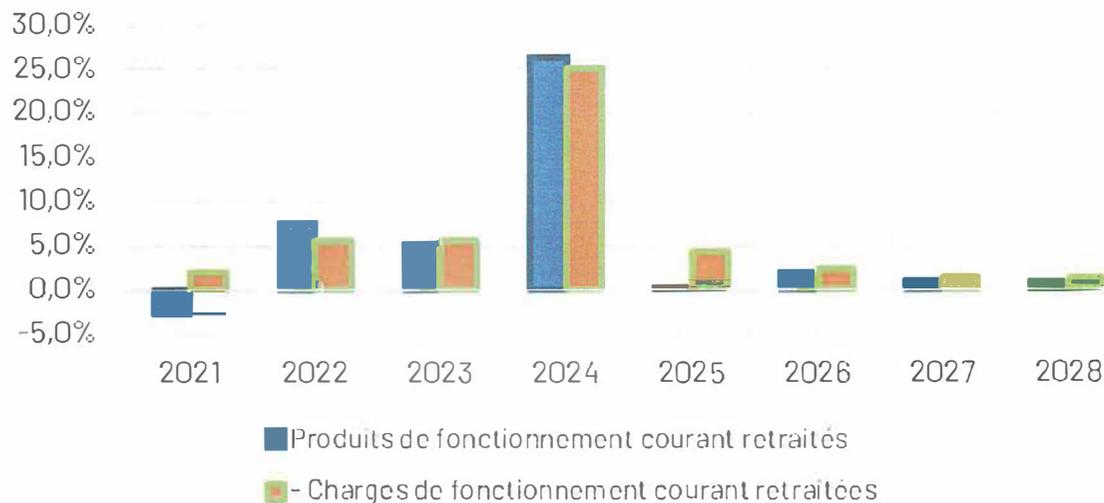
Publié le **17 MARS 2025**



ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

	2021	2022	2023	2024	OB 2025	Projections 2026	Projections 2027	Projections 2028
Produits de fonctionnement courant retraités	14 032 469	15 071 070	15 848 968	20 002 009	20 016 668	20 395 701	20 588 453	20 748 716
- Charges de fonctionnement courant retraitées	12 914 924	13 637 548	14 399 781	17 988 148	18 767 221	19 219 121	19 494 781	19 738 008
= EXCEDENT BRUT COURANT retraité (EBC)	1 117 545	1 433 521	1 449 187	2 013 862	1 249 447	1 176 580	1 093 672	1 010 708
+ Solde exceptionnel large	14 332	19 849	-2 692	-1 354	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000
= produits exceptionnels larges hors cessions d'immo	27 460	94 357	9 979	365	0	0	0	0
- charges exceptionnelles larges retraitées	13 128	74 508	12 670	1 719	5 000	5 000	5 000	5 000
= EPARGNE DE GESTION retraitée (EG)	1 131 877	1 453 370	1 446 496	2 012 508	1 244 447	1 171 580	1 088 672	1 005 708
- Intérêts	90 311	81 879	73 974	65 755	57 381	54 668	43 464	34 076
= EPARGNE BRUTE retraitée (EB)	1 041 566	1 371 491	1 372 522	1 946 752	1 187 066	1 116 912	1 045 207	971 631
- Capital	261 041	251 977	252 436	259 985	274 202	341 545	313 849	273 746
= EPARGNE NETTE retraitée	780 526	1 119 514	1 120 086	1 686 767	912 864	775 366	731 358	697 885

Evolution nominale du fonctionnement courant



2. La section d'investissement

A) Le Plan Pluriannuel d'Investissement 1) Dépenses

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
 Reçu en préfecture le 17/03/2025
 Publié le 17 MARS 2025 
 ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

DEPENSES	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Remboursement du capital	339 651	261 767	261 041	251 977	252 436	259 985	340 874	408 217	380 521	340 418
Autres emprunts (16)							2 000	2 000	2 000	2 000
EHPAD (article 20415342)		72 000			72 000	72 000				
Diffuseur		50 000		4 862					70 000	
CIS Lembeye	6 840					59 783	60 000	120 000		
Règlement aide agriculteurs								50 000	50 000	50 000
Numérique - avance remboursable	51 168				52 656	17 759	-	50 000	50 000	50 000
Opération pr cpte de tiers 10 : haies bocagères				55 627	67 481	23 286	68 942			
Opération pr cpte de tiers 12 : halle Soumoulou						113 300				
Opération 20 : Décharges-ISDI	62 824	321 200	425 585	372 235	1 094					
Opération 25 : Travaux de bâtiments	46 102	9 713	85 501	69 541	139 439	115 504	980 950	150 000	150 000	150 000
Opération 31 : Acquisition de matériel	52 310	66 195	66 700	55 366	35 825	94 260	241 050	80 000	80 000	80 000
Opération 34 : Economie	1 717	82 710	44 797	31 124	38 962	107 371	225 000	100 000	100 000	100 000
Opération 38 : Etudes	9 330	52 932	5 916	54 445	33 396	27 548	12 600		10 000	
Opération 45 : Planification	74 544	72 450	99 078	142 477	106 790	84 149	225 000	87 400	68 000	50 000
Opération 46 : GEMAPI	6 140	112 741		14 202	14 960	16 126	38 724	20 000	20 000	20 000
Opération 47 : Aires d'accueil des gens du voyage					7 280	3 120	100 000	150 000	150 000	
Opération 48 : Piscines			27 153		5 942	15 902	78 500	50 000	50 000	50 000
Opération 49 : MSP Soumoulou				31 106	332 730	789 415	2 250 000			
Opération 50 : Extension du siège			25 768	62 280	655 404	237 615	2 204			
Opération 51 - Habitat			35 424	39 916	39 659	54 510	45 000	45 000	45 000	45 000
Opération 52 : Requalification ZAE (52)				-	16 889	33 929	205 000	480 000	480 000	480 000
Opération 53 : Reconstruction EJ Morlaàs				-	27 745	10 689	797 000			
Opération 54 : Signalétique ZA				-	-	90 152				
Opération 55 : travaux sur foncier							353 900			
Chapitre 20 hors opération	3 276	6 335				42 565	78 498			
Opération 24 : EVS	61 400									
Opération 35 : extension crèche Nousty et RAM	3 928									
Opération 44 : Extension MSP		1 200								
Chapitres 21 & 23 hors opération						3 177				
Autres - dont constatation déficit ZAE et PV	8 401	28 918	190 962	191 477	345 968	379 621	469 626			
Total des dépenses réelles d'investissement	727 632	1 138 160	1 267 925	1 376 637	2 246 656	2 651 764	6 574 869	1 792 617	1 705 521	1 417 418

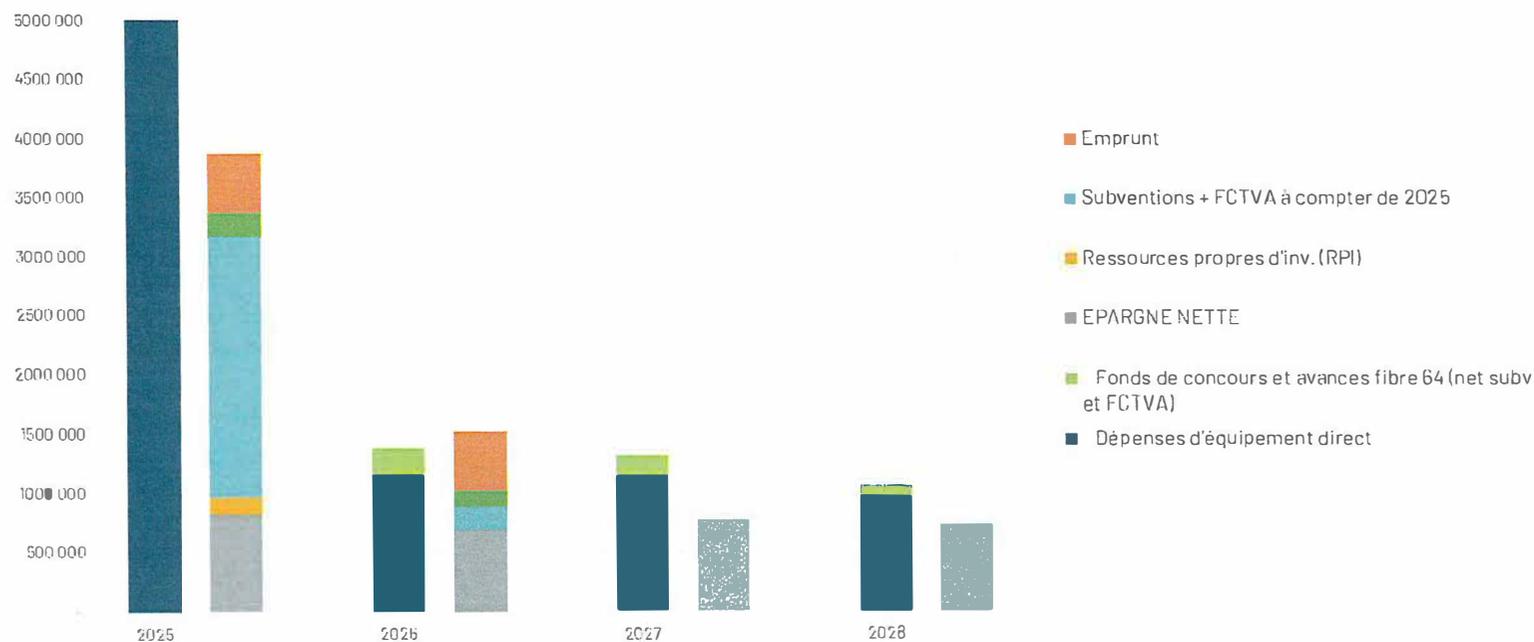
2) Recettes

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
 Reçu en préfecture le 17/03/2025
 Publié le **17 MARS 2025** *SLO*
 ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

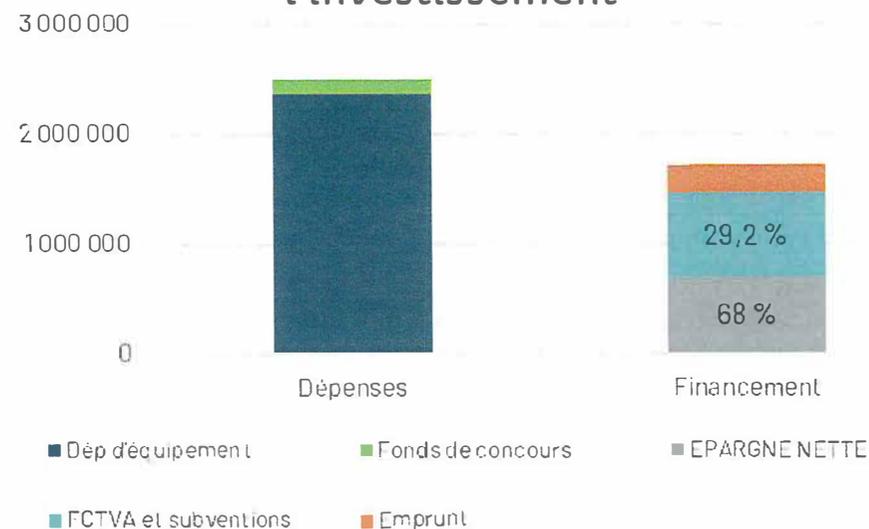
RECETTES	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Opération pr cpte de tiers 10 : haies bocagères				44 793	97 086		54 466			
Régularisation op. antérieure						42 565				
Opération pr cpte de tiers 12 : halle Soumoulou						113 300				
Numerique : remboursement de l'avance								40 333	40 333	40 333
Opération 20 : Décharges-ISDI		80 436	290 913	335 789						
Opération 25 : Travaux de bâtiments			20 714	9 886	50 885	32 530	493 590	24 600	24 600	24 600
Opération 31 : Acquisition de matériel		10 400	1 700		-		31 800	13 100	13 100	13 100
Opération 34 : Economie		18 000	159 090	-	-	17 499	12 000			1 640
Opération 38 : Etudes	9 890	5 100		11 544	13 704	34 704	2 100		1 640	
Opération 44 : Extension MSP	39 843		45 986							
Opération 45 : Planification				18 494						
Opération 46 GEMAPI		11 411			-		5 500	3 300	3 300	3 300
Opération 47 : Aires d'accueil des gens du voyage					-		28 900	87 100	87 500	8 200
Opération 48 : Piscines					-		12 900	8 200	8 200	8 200
Opération 49 : MSP Soumoulou					-	172 000	1 142 198			
Opération 50 : Extension du siège					42 718	99 674	400			
Opération 52 : Requalification ZAE Berlanne (52)							33 500	148 400	78 700	78 700
Opération 53 : reconstruction EJ Morlaàs					-		290 453			
Opération 54 : Signalétique ZA										
Opération 55 : Travaux sur foncier							126 700			
Chapitre 20 hors opération - dt site internet							5 843			
Chapitre 21 hors opération - dt terrain EHPAD 2022										
Chapitre 23 hors opération										
FCTVA toutes opérations + autres recettes (art 10222 + chap 204 et 21)	36 529	89 849	53 081	38 060	166 758	127 597	133 894			
Ombrière photovoltaïque										
Reversement taxe d'aménagement sur ZAE				3 451	1 827	1 320				
Autres emprunts (chapitre 16)			500		600	700	500 000	500 000		
Cession (retraitement art 775)	17 366	70 000	72 983	18 300		2 900				
Autres dont Reversement excédent vente vectura (retraitement) puis remboursement des avances par les budgets annexes			540 708	1 240 057		7 559				
Total des recettes réelles d'investissement	103 628	285 196	1 185 675	1 720 373	373 577	658 191	2 868 401	825 033	257 374	178 073

B) Le financement de l'investissement

Financement de l'investissement



Financement moyen de l'investissement



C) La dette

La dette ancienne

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Capital de la dette <i>dont capital de la dette court terme</i>	261 041	251 977	252 436	259 985	274 202	282 340	253 420	240 413
Intérêts bruts courus de la dette	92 814	84 403	76 584	68 455	60 173	51 341	42 697	35 930
ICNE	-2 503	-2 524	-2 610	-2 700	-2 792	-2 888	-2 987	-3 091
Annuité de la dette	351 352	333 856	326 409	325 740	331 583	330 793	293 129	273 253
Taux d'endettement long terme	2,5%	2,2%	2,1%	1,6%	1,7%	1,6%	1,4%	1,3%

La CCNEB dispose d'une structure de dette saine et sans risque, uniquement constituée de 11 emprunts classés en A1 dans la charte Gissler. Tous sont à taux fixe.

BUDGET CONSOLIDÉ - Capital restant dû au 01/01/2025				
	BUDGET GENERAL	BA Berlanne Ouest	BA Régie des transports scolaires	TOTAL
Capital restant dû au 01/01/2025	2 076 327 €	211 005 €	252 576 €	2 526 331 €
Capital restant dû au 01/01/2026	1 802 069 €	152 968 €	204 448 €	2 152 668 €
Capital restant dû au 01/01/2027	1 519 673 €	93 763 €	155 678 €	1 769 114 €
Capital restant dû au 01/01/2028	1 273 071 €	33 333 €	106 225 €	1 412 660 €

Projection de la dette

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Capital de la dette antérieure	261 041	251 977	252 436	259 985	274 202	282 340	253 420	240 413
Intérêts de la dette antérieure	90 311	81 879	73 974	65 755	57 381	48 453	39 709	32 840
Annuité de la dette antérieure	351 352	333 856	326 409	325 740	331 583	330 793	293 129	273 253
Capital de la dette nouvelle					66 672	125 878	127 101	100 005
Intérêts de la dette nouvelle					16 200	22 415	19 955	17 437
Annuité de la dette nouvelle	0	0			82 872	148 293	147 056	117 442
Capital de la dette totale	261 041	251 977	252 436	259 985	340 874	408 217	380 521	340 418
Intérêts de la dette totale	90 311	81 879	73 974	65 755	73 581	70 868	59 664	50 276
Annuité de la dette	351 352	333 856	326 409	325 740	414 455	479 086	440 185	390 695
Taux d'endettement long terme	2,5%	2,2%	2,1%	1,6%	2,1%	2,3%	2,1%	1,9%
Emprunt					500 000	500 000		

La prospective intègre deux dettes nouvelles, la récupération de la dette long terme de Berlanne Ouest après la clôture du budget annexe fin 2025 et 2 emprunts de 500 K€ en 2025 en 2026 (sur 15 ans à 3%) destiné à financer une partie du plan pluriannuel d'investissement





Excédent Global de Clôture

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
 Reçu en préfecture le 17/03/2025
 Publié le **17 MARS 2025**
 ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

VARIATION DE L'EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Recettes réelles totales	15 245 604	16 885 800	16 232 523	20 660 565	22 863 362	21 133 634	20 758 327	20 918 589
- Dépenses réelles totales	14 286 288	15 170 572	16 734 535	20 707 386	25 420 671	21 087 607	21 264 967	21 210 702
= Variation de l'excédent de clôture	959 316	1 715 227	-502 012	-46 820	-2 557 308	46 028	-506 640	-292 113

EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Résultat reporté n-1 (yc 1068)	4 251 770	5 211 086	7 004 019	6 502 008	6 455 187	3 897 879	3 943 907	3 437 267
+ Ajustement EGC n-1	0	77 706	0	0	0	0	0	0
= Résultats capitalisés n	4 251 770	5 288 792	7 004 019	6 502 008	6 455 187	3 897 879	3 943 907	3 437 267
+ Variation EGC n	959 316	1 715 227	-502 012	-46 820	-2 557 308	46 028	-506 640	-292 113
Excédent global de clôture (EGC)	5 211 086	7 004 019	6 502 008	6 455 187	3 897 879	3 943 907	3 437 267	3 145 153

COEFFICIENT D'EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
EGC / Dépenses réelles (en jour)	133	169	142	114	56	68	59	54

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours long terme au 31/12	2 827 147 €	2 575 170 €	2 322 734 €	2 062 749 €	2 235 453 €	2 327 236 €	1 946 715 €	1 606 296 €
/ Epargne brute	1 041 566 €	1 371 491 €	1 372 522 €	1 946 752 €	1 170 866 €	1 100 712 €	1 029 007 €	955 431 €
désendettement long	2,7	1,9	1,7	1,1	1,9	2,1	1,9	1,7

Le recours à l'emprunt impacte légèrement la capacité de désendettement tout en restant dans des durées satisfaisantes.



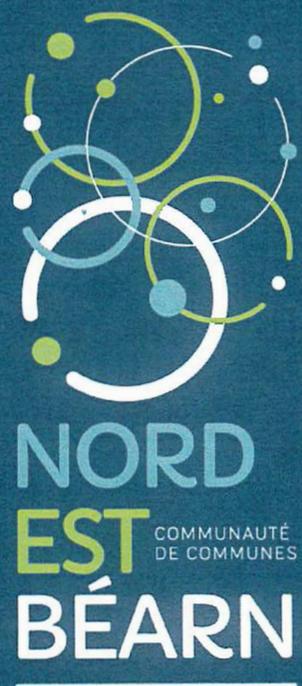


Synthèse

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
 Reçu en préfecture le 17/03/2025
 Publié le 17 MARS 2025 
 ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Evolution Taux d'Imposition	0,0%							
Ev° nominale du produit fiscal		6,7%	4,9%	33,7%	0,8%	1,9%	1,7%	1,9%
Produit fiscal strict	2 752 024	2 899 267	3 137 980	3 284 132	3 413 676	3 487 193	3 562 342	3 639 163
Autres impôts et taxes	6 772 740	7 264 971	7 522 497	10 966 625	10 946 749	11 142 818	11 315 148	11 516 725
Dotations et participations	3 411 521	3 719 169	3 917 948	4 189 405	4 226 986	4 176 726	4 111 048	4 005 770
Autres produits fct courant	1 096 184	1 187 663	1 270 543	1 561 847	1 429 257	1 588 965	1 599 915	1 587 059
Produits exceptionnels larges	27 460	94 357	9 979	365	0	0	0	0
Produits de Fonctionnement	14 059 929	15 165 426	15 858 947	20 002 374	20 016 668	20 395 701	20 588 453	20 748 716
Evolution nominale Charges fct courant strictes	3,4%	10,4%	7,3%	42,3%	6,6%	3,5%	2,0%	1,8%
Charges fct courant strictes	7 251 971	8 005 598	8 587 716	12 218 034	13 026 184	13 478 084	13 753 744	13 996 971
Atténuations de produits	5 662 953	5 631 950	5 813 519	5 770 113	5 741 037	5 741 037	5 741 037	5 741 037
Ch. exceptionnelles larges	13 128	74 508	12 670	1 719	5 000	5 000	5 000	5 000
Annuité de dette	351 352	333 856	326 409	325 740	414 455	479 086	440 185	390 695
Ch. de Fonctionnement larges	13 279 404	14 045 912	14 740 314	18 315 607	19 186 676	19 703 207	19 939 967	20 133 702
Epargne nette	780 526	1 119 514	1 118 632	1 686 767	829 992	692 494	648 486	615 013
Dép Inv. hs Capital	1 006 884	1 124 660	1 994 221	2 391 779	6 231 995	1 382 400	1 323 000	1 075 000
Rec.Inv. hs Emprunt	1 185 175	1 720 373	372 977	657 491	2 346 694	237 933	169 874	169 873
Emprunt	500	0	600	700	500 000	500 000	0	0
Variation EGC choisie	959 316	1 715 227	-502 012	-46 820	-2 557 308	46 028	-506 640	-292 113

Envoyé en préfecture le 17/03/2025
Reçu en préfecture le 17/03/2025
Publié le 17 MARS 2025 
ID : 064-200067296-20250313-D_2025_008-DE



Merci de votre attention



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Séance du 13 mars 2025

Nombre de conseillers	
En exercice :	97
Présents :	50
- dont suppléés :	0
Représentés :	9
Votants :	59
- dont « pour » :	59
- dont « contre » :	0
- dont abstention :	0

Le treize mars deux mille vingt cinq à 19h00, les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Nord Est Béarn se sont réunis à SOUMOULOU, locaux du SEABB, 86 avenue Lasbordes, sous la présidence de Thierry CARRÈRE.

Date de convocation : 06 mars 2025

A été nommé secrétaire de séance : Jérôme SOURBÉ

Présents : Loïc HERVE, Aude LACAZE-LABADIE, Jean CANTON, René MILLET, Dominique DUCLERC, Michel ARRIBE, Thierry CARRÈRE, Valérie DEJEAN, Josiane VAUTIER, Xavier LEGRAND-FERRONNIÈRE, Robert GAYE, Jérôme SOURBÉ, Nathalie LARRIEU, Régine BERGERET, Fabienne LABAT, Guy CAZALET, Xavier MASSOU, Jean-Michel PATAcq, Marie-Pierre CABANNE, Christophe MARQUIS, Martine HURBAIN, Jean-Michel DESSÉRÉ, Hervé BARRY, Véronique MONNIN, Bernard CACHEIRO, Christian ROUMIGOU, Michel LABORDE, Annick CARPENTIER CHAMPROUX, Joël SÉGOT, Gérard BÉGUÉ, Marie-France CONSTANT, Valérie DUMEC, Claude BORDE-BAYLACQ, Michel COURADES, Sophie RAYMOND, Jean-Marc FOURCADE, Pierre ARMAU, Serge PARZANI, Didier LARRAZABAL, Henri SOUSBIELLE, Christine MOUSSEIGNE, Alban LACAZE, Frédéric CAYRAFOURCQ, Jean-Louis DUCOUSSO, Benoît MARINÉ, Philippe CASTETS, Lucien LARROZE, Pierre BREGEGERE, Alain TREPEU, Bernard MASSIGNAN.

Représentés : Jean-Pierre MOURA pouvoir à Fabienne LABAT, Patricia HANGAR pouvoir à Jean-Michel PATAcq, Anne-Marie VASSALLO pouvoir à Philippe CASTETS, Eliane CAPDEVIELLE pouvoir à Robert GAYE, Francis LACOSTE pouvoir à Michel LABORDE, Sophie VALLECILLO pouvoir à Marie-France CONSTANT, Sandrine COPIN-CAZALIS pouvoir à Gérard BÉGUÉ, Serge ZURITA pouvoir à Pierre BREGEGERE, Fabien ROMAND pouvoir à Jean CANTON.

Excusés : Myriam CUILLET, Christelle DESCLAUX, Maïté POTHIN, Marie-Odile RIGAUD, Hervé CAZENAVE, Benoît MONPLAISIR, Vincent ROUSTAA, Guy LALOO, Francis SEBAT, Jean-Paul VIDAILHET, François DUBERTRAND, Pascal BOURGUINAT, Georges LAMAZÈRE, Jean-Michel VIGNAU, Xavier BOUDIGUE, Pierre PEILHET, Evelyne PONNEAU, Daniel TAILLEUR, Christophe PONDET, Patrick BARBE, Olivier DOMEcq, Eric NOUNY, Nadège MAHIEU, Isabelle MONTAUBAN, Nathalie SOUBIROU, Robert CARTER, Marc GAIRIN, Christian BROUZENG-LACOUSTILLE, Jean-Charles DAVANTÈS, Jean-Louis SCLABAS, Philippe BAUME, Julie TRIVERIO, Guy ESQUERRE, Christophe VOISIN, Bernard LASSERRE, Hélène DESJENTILS, Michel CHANTRE, Dominique BAZES.

Délibération n°D-2025-009 : ADMINISTRATION GENERALE

Modification du tableau des emplois

Le Vice-Président en charge de l'administration générale rappelle à l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifié, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services.

Création d'un emploi non permanent de Responsable du Service Technique :

Le 1^{er} Vice-Président rappelle que la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de Transformation de la Fonction Publique a instauré les contrats de projet (articles L332-24 à L333-26 du Code général de la Fonction Publique).

Ainsi, les collectivités peuvent recruter un agent contractuel pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, l'échéance du contrat à durée déterminée étant la réalisation du projet ou de l'opération. Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de 6 ans. Il peut être renouvelé pour mener à bien le projet ou l'opération, dans la limite d'une durée totale de 6 ans.

Le 1^{er} Vice-Président propose au conseil communautaire la création d'un emploi non permanent à temps complet de Responsable des services techniques à compter du 5 juin 2025 pour une durée de 6 ans

L'agent contractuel sera chargé de mener à bien les projets suivants :

- Conduire les projets dans le secteur technique dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement.

Cet emploi appartient à la catégorie Hiérarchique B et pourrait être doté d'un traitement afférent à un indice majoré compris entre 373 et 539.

Le cas échéant, la rémunération comprendrait les primes et indemnités prévues pour le cadre d'emplois correspondant aux fonctions assurées telles que fixées pour les fonctionnaires appartenant aux groupes de fonction B1 niveau de fonction 8 par délibération n° D-2022-066 en date du 30 juin 2022.

Oùï cet exposé,

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le 17 MARS 2025

ID : 064-200067296-20250313-D_2025_009-DE

Après avoir entendu le 1er Vice-Président dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- DÉCIDE la création à partir du 5 juin 2025 d'un emploi non permanent à temps complet de Responsable du Service Technique pour une durée de 6 ans. Cet emploi sera doté d'un traitement afférent à un indice majoré compris entre 373 et 539 et bénéficiera des primes et indemnités prévues pour le cadre d'emplois correspondant aux fonctions assurées telles que fixées pour les fonctionnaires appartenant aux groupes de fonction B1 niveau de fonction 8 par délibération n° D-2022-066 en date du 30 juin 2022 ;
- PRÉCISE que les crédits suffisants seront prévus au budget de l'exercice ;
- AUTORISE le Président à signer les contrats de travail ;
- ADOPTE le tableau des effectifs modifié en conséquence.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme

Le Président,

Thierry CARRÈRE





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 13 mars 2025

Nombre de conseillers	
En exercice :	97
Présents :	50
- dont suppléés :	0
Représentés :	9
Votants :	59
- dont « pour » :	59
- dont « contre » :	0
- dont abstention :	0

Le treize mars deux mille vingt cinq à 19h00, les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Nord Est Béarn se sont réunis à SOUMOULOU, locaux du SEABB, 86 avenue Lasbordes, sous la présidence de Thierry CARRÈRE.

Date de convocation : 06 mars 2025

A été nommé secrétaire de séance : Jérôme SOURBÉ

Présents : Loïc HERVE, Aude LACAZE-LABADIE, Jean CANTON, René MILLET, Dominique DUCLERC, Michel ARRIBE, Thierry CARRÈRE, Valérie DEJEAN, Josiane VAUTTIER, Xavier LEGRAND-FERRONNIÈRE, Robert GAYE, Jérôme SOURBÉ, Nathalie LARRIEU, Régine BERGERET, Fabienne LABAT, Guy CAZALET, Xavier MASSOU, Jean-Michel PATACQ, Marie-Pierre CABANNE, Christophe MARQUIS, Martine HURBAIN, Jean-Michel DESSÉRÉ, Hervé BARRY, Véronique MONNIN, Bernard CACHEIRO, Christian ROUMIGOU, Michel LABORDE, Annick CARPENTIER CHAMPROUX, Joël SÉGOT, Gérard BÉGUÉ, Marie-France CONSTANT, Valérie DUMEC, Claude BORDE-BAYLACQ, Michel COURADES, Sophie RAYMOND, Jean-Marc FOURCADE, Pierre ARMAU, Serge PARZANI, Didier LARRAZABAL, Henri SOUSBIELLE, Christine MOUSSEIGNE, Alban LACAZE, Frédéric CAYRAFOURCQ, Jean-Louis DUCOUSSO, Benoît MARINÉ, Philippe CASTETS, Lucien LARROZE, Pierre BREGEGERE, Alain TREPEU, Bernard MASSIGNAN.

Représentés : Jean-Pierre MOURA pouvoir à Fabienne LABAT, Patricia HANGAR pouvoir à Jean-Michel PATACQ, Anne-Marie VASSALLO pouvoir à Philippe CASTETS, Eliane CAPDEVIELLE pouvoir à Robert GAYE, Francis LACOSTE pouvoir à Michel LABORDE, Sophie VALLECILLO pouvoir à Marie-France CONSTANT, Sandrine COPIN-CAZALIS pouvoir à Gérard BÉGUÉ, Serge ZURITA pouvoir à Pierre BREGEGERE, Fabien ROMAND pouvoir à Jean CANTON.

Excusés : Myriam CUILLET, Christelle DESCLAUX, Maïté POTHIN, Marie-Odile RIGAUD, Hervé CAZENAVE, Benoît MONPLAISIR, Vincent ROUSTAA, Guy LALOO, Francis SEBAT, Jean-Paul VIDAILHET, François DUBERTRAND, Pascal BOURGUINAT, Georges LAMAZÈRE, Jean-Michel VIGNAU, Xavier BOUDIGUE, Pierre PEILHET, Evelyne PONNEAU, Daniel TAILLEUR, Christophe PONDET, Patrick BARBE, Olivier DOMECCQ, Eric NOUNY, Nadège MAHIEU, Isabelle MONTAUBAN, Nathalie SOUBIROU, Robert CARTER, Marc GAIRIN, Christian BROUZENG-LACOUSTILLE, Jean-Charles DAVANTÈS, Jean-Louis SCLABAS, Philippe BAUME, Julie TRIVERIO, Guy ESQUERRE, Christophe VOISIN, Bernard LASSERRE, Hélène DESJENTILS, Michel CHANTRE, Dominique BAZES.

Délibération n°D-2025-010 : POLITIQUE ECONOMIQUE
Cession des lots n°14 et n°15. Zone d'activités de Pey à Pontacq

Lors de la séance du 12 décembre 2024, le conseil communautaire s'est prononcé favorable pour la division du lot n°10 en deux nouveaux lots viabilisés pour lesquels deux acquéreurs s'étaient positionnés. La division ayant été réalisée et l'estimation des domaines étant obtenue, la vente de ces deux lots peut être proposée au conseil communautaire. Les deux acquéreurs sont les suivants :

- Madame Nathalie Baudry et Monsieur Loïc Pérez, co-gérants de la SCI TMFM ou tout autre société s'y substituant, pour le lot n°14 au prix de 35 € HT / m² pour une activité d'accueil petite enfance, soit 42 665 € HT pour une superficie de 1219 m².
- Monsieur David Siari, ou tout autre société s'y substituant, pour le lot n°15 au prix de 32 € HT / m² pour une activité d'audioprothésiste, soit 66 528 € HT pour une superficie de 2 079 m².

L'estimation du Pôle Evaluation Domaniale 64, en date du 20 février 2025, fixe la valeur vénale du lot n°14 à 41 000 €. Pour le lot n°15, l'estimation du Pôle Evaluation domaniale, en date du 3 mars 2025, s'élève à 74 844 €. Dans le cadre de la négociation, du fait de sa configuration, le lot 15 bénéficie d'un prix inférieur aux autres lots vendus sur la Zone Artisanale. En effet, le lot 15 nécessite une longue voirie d'accès qui entraînera un surcoût pour l'acquéreur.

Compte tenu de ce qui précède, eu égard à l'intérêt que cette cession présente,

Considérant l'avis favorable du bureau communautaire émis le 3 décembre 2024,

Après avoir entendu le 3ème Vice-Président dans ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'ensemble des propositions présentées ;
- **AUTORISE** le Président ou, en cas d'absence ou d'empêchement du Président, le 3^{ème} Vice-Président en charge de la politique économique, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président,

Thierry CARRÈRE

